

1000 news

La lettre aux administrateurs et délégués des sociétaires

Édito

En 2025, la France franchira un nouveau cap dans son histoire démographique. Après l'arrivée des premières générations du baby-boom de 1945 à l'âge de la retraite après 2005, celles-ci franchiront, d'ici cinq ans, le seuil des 80 ans, âge à partir duquel la prévalence de la dépendance augmente fortement. Notre pays fera alors face à un véritable choc démographique du grand âge, qui ne fera que s'amplifier. En 2060, plus de cinq millions de personnes auront, en France, plus de 80 ans dont près de deux millions pourraient être en situation de dépendance contre 1,2 million en 2015.

Suite à la création de la cinquième branche de la Sécurité sociale en 2020, et en attendant le projet de loi annoncé qui en définira le contenu, Brigitte Bourguignon, ministre déléguée auprès du ministre des Solidarités et de la Santé, chargée de l'Autonomie, a confié le 21 janvier à Dominique Libault, Directeur de l'EN3S⁽¹⁾, Président du HCFIPS⁽²⁾, et Rapporteur de la concertation « Grand âge et autonomie », une mission opérationnelle autour de trois priorités.

Il s'agit, tout d'abord, de mettre en place un guichet unique pour les personnes en perte d'autonomie afin de les accueillir, les informer, les orienter et les accompagner dans leurs démarches et l'accès à leurs droits. Ensuite, il est question de simplifier la vie des personnes en articulant mieux l'action des professionnels de santé et des professionnels du grand âge sur les territoires. Enfin, troisième priorité : créer et animer un comité « Autonomie et parcours de soins », pour décroiser les différents secteurs, favoriser les échanges et renforcer les dynamiques territoriales.

Pour mener à bien cette mission, Dominique Libault s'appuiera sur un comité opérationnel qui réunira tous les mois l'ensemble des acteurs concernés (DGCS⁽³⁾, DSS⁽⁴⁾, DGOS⁽⁵⁾, CNSA⁽⁶⁾, Cnam⁽⁷⁾, Secrétariat général du ministère des Solidarités et de la Santé) afin d'examiner les propositions.

Le 30 janvier, Brigitte Bourguignon a par ailleurs indiqué que le premier chantier est celui de « *la réponse aux besoins urgents en matière de ressources humaines* », de l'aide à domicile aux Éhpad⁽⁸⁾, en déclinant les grands axes du plan d'actions pour les métiers du grand âge et de

⁽¹⁾ École nationale supérieure de Sécurité sociale

⁽²⁾ Haut conseil du financement de la protection sociale

⁽³⁾ Direction générale de la cohésion sociale

⁽⁴⁾ Direction de la Sécurité sociale

⁽⁵⁾ Direction générale de l'offre de soins

⁽⁶⁾ Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

⁽⁷⁾ Caisse nationale d'assurance maladie

⁽⁸⁾ Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

l'autonomie : répondre à l'urgence et aux enjeux de long terme en matière de recrutement, adapter les formations en conséquence, réduire la sinistralité et la qualité de vie au travail, et améliorer les conditions de rémunération.

Les Pouvoirs publics prennent donc les choses en main en matière de « logistique », qui concerne également les structures d'accueil, des résidences seniors aux maisons du répit, des résidences médicalisées aux Éphad. Les besoins seront immenses : compte tenu des délais de formation des personnels et leurs revalorisations professionnelles ainsi que des délais de construction, il faut préparer 2025 !

#ÇaDépendDeNous

Notre Groupe se mobilise pour faire avancer la cause du grand âge, notamment en matière de sensibilisation. Nous avons ainsi lancé la semaine dernière une expérimentation sur les réseaux sociaux avec un hashtag dédié : #ÇaDépendDeNous. Pour que cette campagne de communication soit le plus efficace possible et nous permette de toucher un public toujours plus large, n'hésitez pas à retweeter !

Gageons que les mois devant nous verront naître d'autres initiatives pour nos aînés.

André Renaudin

⁰ Espace social européen

[Cliquez ici](#) pour écouter Dominique Libault, invité de « Parlons-en » de l'ESE⁰.

Sommaire

Conjoncture macroéconomique et financière	Page 3
Lettre Éco	Page 5
Retraite	Page 5
Santé	Page 6
Épargne	Page 7
À noter	Page 8
Actus Groupe	Page 11
Élections	Page 15
Cyclisme	Page 16
Agenda	Page 17

⁽⁹⁾ Source : Direction
de la recherche

Conjoncture macroéconomique et financière⁽⁹⁾

Monde : un nouvel épisode de l'agitation boursière/day traders contre hedge funds

Les marchés boursiers ont connu une forte correction la semaine dernière à hauteur de -3,5 %, pour une raison quasi anecdotique : des spéculateurs individuels américains (day traders), fédérés autour de messageries en ligne, livrent une guerre picrocheline aux hedge funds, tout particulièrement ceux qui ont été identifiés comme vendeurs à découvert du titre Gamestop. Le nombre aidant, les days traders ont acculé les hedge funds à prendre leurs pertes, c'est-à-dire à racheter à un prix extraordinaire des actions qu'ils avaient vendues à terme sans les posséder. Ces pertes, se diffusant sur les marchés, ont engendré un mouvement de vente d'autres titres pour honorer les dettes ou les appels de marge. Cependant les données économiques sont demeurées plutôt favorables. Aux États-Unis, le Pib⁽¹⁰⁾ a progressé de 4 % annualisé au quatrième trimestre 2020. Les données mensuelles suggèrent qu'un ralentissement s'est amorcé en décembre et pèsera sur le premier trimestre. Les indices de confiance (ISM⁽¹¹⁾ manufacturier et services) sont attendus en légère baisse en janvier ; ils resteraient cependant à des niveaux élevés. Lors de sa dernière réunion, la Fed⁽¹²⁾ a pris note du ralentissement et a confirmé que le soutien monétaire resterait considérable pendant une période prolongée. Jerome Powell a notamment insisté sur le marché du travail : plus de neuf millions d'emplois doivent être créés pour revenir au niveau qui prévalait avant l'épidémie. La Fed peut se permettre de rester très accommodante sans craindre de dérapage de l'inflation : calculée par le déflateur des dépenses des ménages hors alimentation et énergie, elle était de 1,5 % en glissement annuel en décembre, pour un objectif de plus de 2 %. La Fed veut en effet dépasser 2 % pour compenser la trop faible inflation des cinq dernières années. En Chine, les indicateurs avancés ont baissé en janvier, et restent toutefois à des niveaux indiquant une forte croissance.

⁽¹⁰⁾ Produit intérieur brut

⁽¹¹⁾ Institute of Supply
Management

⁽¹²⁾ Réserve fédérale
des États-Unis

Taux de change



Zone euro : les Pib allemand et espagnol en progression à la fin 2020

Cette semaine, le Pib de la zone euro est attendu en recul modéré au quatrième trimestre 2020 (environ -5 % annualisé). En Espagne (+1,5 %), les chiffres ont largement dépassé les attentes et le Pib allemand a légèrement augmenté (0,4 %), grâce à la construction et aux exportations. En revanche, la consommation s'est contractée du fait de l'intensification des mesures de restriction en décembre. Elle pourrait encore baisser en janvier, avec le relèvement du taux de TVA⁽¹³⁾ à 19 % : le gouvernement l'avait abaissé à 16 % en juillet dernier. Cette variation de TVA a entraîné un rebond de l'inflation de -0,3 % à +1 % en glissement annuel en janvier. L'effet devrait être visible sur l'inflation moyenne de la zone euro, attendue à +0,6 % (contre -0,3 % en décembre), après cinq mois consécutifs de recul des prix.

⁽¹³⁾ Taxe sur la valeur ajoutée

France : recul du Pib nettement moins prononcé qu'attendu au quatrième trimestre 2020

Au quatrième trimestre, le Pib a reculé de 5,3 % annualisé, une baisse bien moins importante qu'anticipée par l'Insee⁽¹⁴⁾ ou la Banque de France, qui prévoyait une chute de 16 %. La consommation s'est contractée de près de 20 % à cause du confinement de novembre ; l'investissement des entreprises a progressé et le commerce extérieur a contribué positivement, grâce au dynamisme des exportations (20,6 %). Sur l'ensemble de l'année 2020, le Pib recule de 8,3 %. Cette chute historique est cependant moins prononcée que ne le prévoyait le Gouvernement (-11 %). L'intensification des mesures de restrictions début 2021 devrait limiter la croissance au premier trimestre, mais l'acquis de croissance pour 2021 est déjà de +3,6 %, même si la croissance était nulle chacun des quatre prochains trimestres. Ceci permet d'envisager une croissance moyenne qui pourrait dépasser 7 % cette année. L'inflation est attendue en très légère hausse en janvier, à 0,1 % en glissement annuel, contre 0 % en décembre.

⁽¹⁴⁾ Institut national de la statistique et des études économiques

Évolution des marchés financiers

Eonia : taux de référence du marché interbancaire de la zone euro
TEC 10 ans : taux à échange constant
SWAP 10 ans : contrat d'échange de taux d'intérêt
Pb : point de base

	Niveau	Variations	
	29-janv	Sur une semaine	En 2020
Eonia	-0,48 %	0 pb	2 pb
Taux 3 mois	-0,55 %	-1 pb	0 pb
TEC 10 ans	-0,28 %	-1 pb	5 pb
Swap 10 ans	-0,19 %	1 pb	7 pb
Cac 40	5 399	-2,9 %	-2,7 %
Euro-dollar	1,214	-0,3 %	-0,4 %

Lettre éco

Dans le cadre de son partenariat avec Le Cercle de l'Épargne, AG2R LA MONDIALE vous adresse la *Lettre Éco*, l'hebdo réalisé par l'économiste Philippe Crevel et Sarah Le Gouez, Secrétaire générale.

Vous trouverez ci-après le lien vers les numéros datés du 23 et du 30 janvier 2021 :

[Numéro du 23 janvier 2021](#)

[Numéro du 30 janvier 2021](#)

RETRAITE

De nouveaux points d'information retraite à La Réunion

⁽¹⁵⁾ Association générale des institutions de retraite des cadres – Association des régimes de retraite complémentaire

⁽¹⁶⁾ Centre d'information conseil et accueil de salariés



L'Agirc-Arrco⁽¹⁵⁾ ouvre un centre d'information retraite à Saint-Denis de La Réunion, complété par des points d'accueil à Saint-Pierre, Saint-André et Saint-Paul. Le régime de retraite complémentaire des salariés du secteur privé

poursuit ainsi le développement de son réseau de proximité dans les Départements et Régions d'Outre-Mer. En 2019, deux Cicas⁽¹⁶⁾ ont ouvert en Guadeloupe et en Guyane.

Moins de 30 % des retraités prêts à changer de complémentaire santé



Le comparateur en ligne Magnolia.fr a publié les résultats d'un sondage réalisé auprès de 500 retraités âgés de moins de 85 ans et portant sur les effets de la résiliation infra-annuelle. Ainsi, moins de 30 % des sondés seraient prêts à mettre en œuvre leur droit à changer de mutuelle : 7 % sont très intéressés et 21 % assez

intéressés, contre 43 % peu intéressés et 30 % pas du tout. Les répondants indiquent par ailleurs bien connaître les termes de leurs contrats du fait de l'importance de ce poste de dépenses dans leur budget mensuel. 53 % des sondés connaissent exactement le montant mensuel de leurs cotisations et 72 % leur niveau de garantie. L'étude révèle également que le coût n'est pas le premier critère dans la décision de changer de contrat dans 42 % des cas. En effet, pour 64 % des répondants, le critère déterminant pour le changement est de bénéficier d'un meilleur niveau de couverture.

SANTÉ

⁽¹⁷⁾ Affection de longue durée

⁽¹⁸⁾ Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques

⁽¹⁹⁾ Assurance maladie obligatoire

Les restes à charge des patients bénéficiant du dispositif ALD⁽¹⁷⁾



Selon une étude publiée par la Drees⁽¹⁸⁾, en 2017, les dépenses de santé des assurés bénéficiant du dispositif d'ALD s'élèvent à 8 900 € en moyenne (soit presque sept fois plus que pour le reste des assurés). Ils représentent 18 % des patients et concentrent 60 % des dépenses de santé remboursées. Selon la publication, plus de 90 % de la dépense des assurés en ALD est prise en charge par l'AMO⁽¹⁹⁾, contre 67 % pour le reste des assurés. Chez les patients âgés atteints d'ALD, le reste à charge moyen après remboursement de l'AMO est comparable à celui des autres patients. Or, plus de 50 % des assurés en ALD ont plus de 65 ans et ont donc davantage de dépenses de santé, qu'elles soient relatives à leurs pathologies ou non. Les assurés en ALD ont également des prestations sans lien avec leurs affections, qui représentent 30 % de leurs dépenses de santé et presque 80 % de leur reste à charge après assurance maladie obligatoire. Elles se composent notamment de dépenses en soins dentaires, optiques et auditifs. Ainsi, malgré le dispositif ALD, pour près de 1 % de ses bénéficiaires, ces restes à charge sont encore supérieurs à 4 900 € annuels et composés en moyenne à 70 % de dépenses sans lien avec leur ALD.

Retrouvez le document complet de la Drees en [suivant ce lien](#).

Un programme de prévention pour les patients prédiabétiques



La Mutualité Française lance l'expérimentation d'un programme de prévention pour les patients prédiabétiques au sein de plusieurs centres de santé mutualistes dans le cadre du dispositif national de l'article 51. 140 patients seront ainsi accompagnés sur une durée de trois ans via un forfait permettant une prise en charge coordonnée (alimentation et activité physique) par une équipe pluridisciplinaire composée du médecin traitant, d'un diététicien, d'un professionnel de l'activité physique adaptée et d'un coordinateur assurant également une fonction de coach. Selon Thierry Beaudet, Président de la Mutualité Française, « 2,5 millions de personnes sont prédiabétiques en France. Elles ont 70 % de chances de développer un diabète de type 2. Ce programme permettra de retarder ou même d'éviter sa survenue. Cette expérimentation démontrera une nouvelle fois la pertinence de la prévention qui reste à développer beaucoup plus massivement en France ».

⁽²⁰⁾ Commission nationale de l'informatique et des libertés

Publication du deuxième avis de la Cnil⁽²⁰⁾ sur le dispositif de lutte contre le covid-19



La Cnil a opéré une nouvelle série de contrôles des dispositifs (SI-DEP, Contact Covid, TousAntiCovid) mis en place par l'État dans le cadre de la crise

⁽²¹⁾ Règlement général sur la protection des données

⁽²²⁾ Agence régionale de santé

sanitaire, afin de s'assurer de leur conformité sous le prisme des données personnelles. La Cnil constate que des modifications ont été apportées aux dispositifs pour être conformes à la législation. Selon l'autorité, ils sont, pour l'essentiel, respectueux des données personnelles. Elle a toutefois constaté de nouvelles pratiques contraires au RGPD⁽²¹⁾ et s'est rapprochée des organismes en question afin qu'ils se mettent en conformité dans les meilleurs délais. Une mise en demeure a notamment été prise à l'encontre d'une ARS⁽²²⁾ dans le cadre du dispositif Contact Covid. En ce qui concerne l'efficacité de l'application TousAntiCovid, la Cnil estime qu'il est indispensable de développer des initiatives et des indicateurs permettant d'évaluer pleinement l'effectivité sanitaire du dispositif dans le cadre de la lutte contre l'épidémie. Une troisième phase de contrôle sera mise en œuvre en janvier 2021.

Publication d'une synthèse sur les dépenses des mutuelles



Le 21 janvier, la Mutualité Française a publié une synthèse sur l'évolution des cotisations de l'année en cours avec des éléments complémentaires sur le fonctionnement des mutuelles, en particulier sur l'évolution de leurs frais de gestion ainsi que sur leurs remboursements. Ainsi en 2021, la croissance

moyenne des cotisations est de 2,6 % (2,1 % en individuel, 3,6 % en collectif facultatif et 3,3 % en collectif obligatoire). Une mutuelle sur cinq ayant participé à l'enquête affirme qu'elle « *n'augmentera pas ses cotisations en 2021* ». Entre 2018 et 2019, pour l'ensemble des organismes de complémentaire santé, la croissance des prestations est supérieure à celle des cotisations : 2,4 %, contre 1,9 %. En dix ans (2009-2019), les complémentaires santé ont augmenté leurs remboursements de 29 % pour atteindre 30 Md€.

Plus de détails sur cette publication en [suivant ce lien](#).

ÉPARGNE

Collecte positive pour l'assurance vie en décembre 2020

⁽²³⁾ Fédération française de l'assurance



Selon les derniers chiffres de la FFA⁽²³⁾ pour le mois de décembre 2020, la collecte nette s'établit à +550 M€. Il s'agit de la première collecte nette mensuelle positive depuis le

début de la crise sanitaire. Elle confirme la tendance des deux derniers mois qui indiquait un retour progressif à l'équilibre. Ainsi en décembre, les cotisations en assurance vie s'élèvent à 12,8 Md€, avec une proportion des supports en UC⁽²⁴⁾ atteignant 37 %. Le montant des prestations versées au cours du mois de décembre atteint 12,3 Md€. Pour rappel sur l'année 2020 :

⁽²⁴⁾ Unités de compte

- la collecte nette reste négative et s'établit à -6,5 Md€ (+21,9 Md€ en 2019) ;
- les cotisations en assurance vie atteignent 116,3 Md€ (144,6 Md€ en 2019). Le montant investi sur les supports en UC représente 40,1 Md€, soit 34 % des cotisations (28 % en 2019 pour un montant similaire) ;
- les prestations versées s'élèvent à 122,8 Md€ (122,7 Md€ en 2019) et restent donc supérieures aux cotisations perçues.

En fin d'année 2020, l'encours global des contrats d'assurance vie s'élève à 1 789 Md€.

⁽²⁵⁾ Livret de développement durable et solidaire

⁽²⁶⁾ Caisse des dépôts et consignations

Collecte du Livret A et du LDDS⁽²⁵⁾

GROUPE



Selon la CDC⁽²⁶⁾, la collecte du Livret A et du LDDS s'est élevée, en cumulé, à 35,21 Md€ pour l'année 2020, (2020 pourrait battre le record annuel établi en 2012), ce qui porte l'encours total à 448,3 Md€. Sur le seul mois de décembre 2020, la collecte sur ces deux supports est positive, avec +0,17 Md€ pour l'ensemble des réseaux. Dans le détail, sur ce mois en particulier, le Livret A a enregistré une décollecte de 840 M€, le LDDS une collecte nette d'un peu plus d'1 Md€. Ce dernier a enregistré une collecte globale de 8,8 Md€ sur l'année 2020, soit deux fois plus qu'en 2019, où ce montant avait atteint 3,9 Md€.

À NOTER

Le recul de la fécondité en France



Selon les dernières analyses de l'Insee, en 2020, 740 000 bébés sont nés en France, soit 13 000 de moins qu'en 2019 et 79 000 de moins qu'en 2014. L'indice de fécondité est tombé à 1,84 enfant par femme l'année dernière, alors qu'il « oscillait autour de deux enfants par femme entre 2006 et 2014 », selon l'institution. En 2020, 100 femmes âgées de 25 à 29 ans ont donné naissance à 10,6 enfants, contre 13,4 enfants il y a 20 ans. Le nombre de femmes en âge de procréer a en outre globalement diminué depuis le milieu des années 1990. À noter que depuis 2016, ce recul tend à marquer un palier. Selon l'Insee, il s'explique par la baisse de la fécondité. L'impact de la crise sanitaire ne peut encore être avéré, néanmoins, au mois de décembre 2020, le nombre moyen de naissances quotidiennes est passé sous la barre des 2 000, alors que le premier confinement avait commencé neuf mois avant, en mars. Globalement pour l'année 2020, le solde naturel (accroissement de la population hors immigration) a été à son niveau le plus faible en 2020 depuis 1946, à +82 000 personnes. La France comptait 67,4 millions d'habitants au 1^{er} janvier 2021.

⁽²⁷⁾ Organisation non gouvernementale

Mortalité liée à des événements météorologiques extrêmes



Selon l'ONG⁽²⁷⁾ Germanwatch et son rapport *Global Climate Risk Index 2021* (Indice mondial des risques climatiques), publié le 25 janvier, entre 2000 et 2019, près d'un demi-million de personnes (475 000 environ) ont trouvé la mort directement dans des

catastrophes météorologiques extrêmes. Porto Rico, la Birmanie et Haïti font partie des pays les plus touchés par les quelque 11 000 événements extrêmes répertoriés par l'ONG. Ces catastrophes ont coûté 2 560 Md\$ depuis le début du siècle. Les pertes financières absolues sont nettement plus élevées dans les pays riches. « Néanmoins, dans les pays à faible revenu, les décès, la misère et les menaces existentielles dues à des conditions climatiques extrêmes sont beaucoup plus probables », selon l'ONG dont le rapport ne prend pas en compte les impacts indirects des catastrophes climatiques « souvent bien plus conséquents ».

Retrouvez la publication dans son intégralité en français en [suivant ce lien](#).

⁽²⁸⁾ Petites et moyennes entreprises

⁽²⁹⁾ Confédération des petites et moyennes entreprises

La perception des PME⁽²⁸⁾ au sujet d'un troisième confinement



Selon une enquête menée par la CPME⁽²⁹⁾ auprès de 2 400 dirigeants de PME, 54 % se déclarent « inquiets pour la pérennité de leur entreprise », contre 47 % lors d'une précédente enquête en septembre. À 53 %, ils considèrent

que la mise en place du couvre-feu freine leur activité, et un tiers (33 %) « ont le sentiment que leur entreprise est sous perfusion de l'État ». En outre, un chef d'entreprise sur deux (49 %) estime « ne pas être en capacité de supporter un troisième confinement ». Selon la confédération, « pour 2021, les perspectives sont mitigées, mais pas catastrophiques. Si 52 % des répondants prévoient une baisse de chiffre d'affaires dans les prochains mois, 48 % anticipent un maintien ou même une hausse ». Elle ajoute, « de même, si 25 % envisagent de réduire leurs effectifs, 66 % pensent le maintenir et 9 % prévoient de recruter ».

⁽³⁰⁾ Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

Hausse du chômage en 2020



Selon les dernières statistiques de la Dares⁽³⁰⁾, le chômage a progressé de 7,5 % sur l'année 2020, malgré une chute sur les trois derniers mois de l'année. En effet, au cours du dernier trimestre 2020, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité (catégorie A de Pôle Emploi) a baissé de 2,7 % par rapport au trimestre précédent sur l'ensemble du territoire (Outre-mer compris), pour atteindre 3,816 millions de personnes. Ce mouvement concerne toutes les tranches d'âge, mais il s'avère plus marqué chez les moins de 25 ans, avec une baisse de -5,2 % en Métropole, contre -3,1 % pour la classe d'âge des 25-49 ans, et -0,5 % chez ceux qui ont plus de 50 ans. Le nombre de

personnes à la recherche d'un poste tout en ayant travaillé (catégories B et C de Pôle Emploi) a connu la tendance inverse durant le quatrième trimestre 2020, avec une augmentation de 1,2 % par rapport à la période allant de début juillet à fin septembre 2020, en Métropole. Le niveau global (toutes catégories confondues) par rapport à la fin 2019 progresse de 4,5 %, soit plus de 6 millions de personnes sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, le nombre de personnes à la recherche d'un contrat de travail depuis au moins un an (dans les catégories A, B et C) a progressé de + 1,7 % au dernier trimestre 2020 (+8,6 % sur 2020) et est désormais proche des 3 millions de personnes.

Activité partielle : ce qui a changé au 1^{er} février



(31) Salaire minimum
de croissance

Depuis le 1^{er} février, l'indemnité des salariés en activité partielle est abaissée à 72 % du salaire net, contre 84 % en janvier. Son montant minimum sera de 8,11 € de l'heure et elle sera plafonnée à 4,5 fois le Smic⁽³¹⁾. Les employeurs qui verseront cette indemnité bénéficieront d'une prise en charge de l'État à hauteur de 51 % de son

montant, soit 36 % de la rémunération du salarié. Les salariés des secteurs les plus sinistrés continueront de percevoir une indemnité de 84 % du salaire net jusqu'au 31 mars 2021. À partir du 1^{er} mars entrera en vigueur une autre mesure : la durée maximale d'autorisation d'activité partielle passera de 12 à 3 mois et pourra être renouvelée une fois.

Nouvel an chinois : l'année du Bœuf de métal



Le 12 février débutera l'année du Bœuf de métal. La Région Hauts-de-France fête le Nouvel an chinois du 1^{er} au 5 février, dans une version 100 % digitale avec, au programme, des webinaires et des e-conférences, des projections-débats, une rencontre économique,

un atelier, un opéra et un jeu-concours.

Pour découvrir le programme, [cliquez ici](#).

Une loi pour protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises



La Loi n°2021-85 du 29 janvier 2021 visant à protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises a été publiée au *Journal Officiel*. Issue d'une proposition de Pierre Morel-à-l'Huissier, Député de Lozère, la loi est née de la volonté de mieux protéger les « sons et odeurs

des campagnes françaises » contre les actions en reconnaissance d'un trouble anormal de voisinage. Elle confie aux services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel le soin d'étudier et de qualifier l'identité culturelle des territoires. Elle prévoit également la remise par le Gouvernement au Parlement d'un rapport examinant la possibilité d'introduire

dans le Code civil le principe de la responsabilité de celui qui cause à autrui un trouble anormal de voisinage. Il étudie les critères d'appréciation du caractère anormal de ce trouble, notamment la possibilité de tenir compte de l'environnement.

Pour lire le texte de loi, [cliquez ici](#).

ACTUS GROUPE

⁽³²⁾ Unité économique et sociale

⁽³³⁾ Institution de retraite complémentaire

Constitution d'une UES⁽³²⁾ sur les structures employeur GIE AG2R et IRC⁽³³⁾ AG2R Agirc-Arrco : un référendum très largement favorable



Le référendum organisé auprès des collaborateurs de l'IRC est très largement favorable à la constitution d'une UES pour assurer une représentation unique du personnel qui couvrira les GIE AG2R et l'IRC AG2R Agirc-Arrco. Le taux de participation a été de 72 %,

soit 1 899 personnes sur les 2 636 inscrits. 97 % ont voté « pour », 0,90 % « contre » et 2,10 % « blanc ». L'UES va donc être mise en œuvre avant que ne s'engage la dernière étape : l'organisation en avril prochain des élections professionnelles CSE⁽³⁴⁾ et représentants de proximité.

⁽³⁴⁾ Comité sociale et économique

La Mondiale : taux de rendement 2020



Malgré un environnement défavorable, la rémunération moyenne des contrats de La Mondiale au titre de 2020 s'élève ainsi à 1,55 % (1,35 % au-dessus de l'inflation) en retrait limité de -0,18 % par rapport à 2019. Les fonds gérés par

AG2R LA MONDIALE Gestion d'actifs pouvant servir de supports en unités de comptes aux assurés du Groupe continuent de connaître des performances remarquables en moyenne annualisée sur cinq ans, notamment de 2,9 % à 5,5 % pour les fonds multi-actifs.

Pour lire le communiqué de presse, [cliquez ici](#).

André Renaudin interviewé par *Protection sociale Informations*

Protection sociale Informations

L'HEBDO DE LA PRÉVOYANCE, DE LA SANTÉ ET DE LA RETRAITE

LIAISSONS
SOCIALES
PRESSE

Protection sociale Informations, l'hebdo de la prévoyance, de la santé et de la retraite, a donné la parole à André Renaudin dans son édition du 3 février afin de dresser le bilan et les perspectives du Groupe.

Pour lire l'article (page 8), [cliquez ici](#).

« Colette prépare sa retraite »



⁽³⁵⁾ Gestion de la relation étendue : il s'agit d'une évolution de la gestion de la relation client

Le premier épisode de la série « Histoires de vie(s) », conçue par la Direction digital et client, a été dévoilé la semaine dernière aux collaborateurs sur l'intranet du Groupe. Intitulé « Colette prépare sa retraite », il montre les bénéfices de l'xRM⁽³⁵⁾ qui permet d'aborder la relation client en mode 360°

pour toujours mieux satisfaire les assurés. Le deuxième épisode est prévu pour le mois prochain : « Emma se casse une dent » qui mettra en avant les services santé en ligne du Groupe. Et on vous dévoile déjà le titre du troisième motion design à paraître en mars : « Colette ouvre son premier contrat assurance vie ».

Pour visionner le motion design « Colette prépare sa retraite », [cliquez ici](#).

⁽³⁶⁾ Association nationale des industries alimentaires

Renforcement du partenariat avec l'Ania⁽³⁶⁾



Le 1^{er} février, AG2R LA MONDIALE et l'Ania ont renouvelé et renforcé leur partenariat initié en 2009 autour de trois grandes actions : participer à la valorisation et à l'attractivité des métiers (notamment auprès des jeunes publics) ; sensibiliser et accompagner les initiatives de prévention santé des salariés des entreprises ; soutenir le développement et les projets d'investissement des PME en régions. « AG2R LA MONDIALE est fier de collaborer avec l'Ania depuis de nombreuses années pour accompagner et promouvoir les métiers de l'alimentaire dont le Groupe est le partenaire historique et privilégié depuis 1955, commente André Renaudin. Notre Pôle Alimentaire permet de co-construire des actions de prévention ciblées, de renforcer l'attractivité des métiers du secteur, notamment à travers le site internet des portes ouvertes d'entreprises [Découvrez ce que vous mangez.fr](#), et de défendre et valoriser ce secteur clé de notre économie et de notre patrimoine. Notre profond attachement aux territoires et aux terroirs et notre conception d'un modèle alimentaire alliant plaisir et santé, excellence et diversité, sont les valeurs qui nous animent. »

Fundvisory pour des conseils plus personnalisés aux épargnants



Le 2 février, AG2R LA MONDIALE a annoncé un partenariat avec Fundvisory, plateforme de conseil financier automatisé, afin d'apporter à ses épargnants des conseils toujours plus personnalisés tout en protégeant au mieux leurs intérêts. Le Groupe a ainsi fait le choix du robot-conseiller et de la solution « Profiler » de la Fintech. « Dans un monde de plus en plus digital, nous souhaitons mettre à la disposition de nos conseillers des outils leur permettant de renforcer l'accompagnement de chaque client. Aujourd'hui, les épargnants attendent plus de personnalisation tant dans la relation avec leur conseiller

que dans les offres. Il est donc primordial de leur proposer des produits toujours plus adaptés à leurs besoins et pouvant évoluer à chaque étape de leur vie. Les solutions Fundvisory, qui répondent aux obligations réglementaires du marché, nous sont alors apparues comme étant les plus à même de nous épauler », commente Isabelle Hébert, membre du Comité de direction Groupe en charge de la stratégie, du digital, du marketing et de la relation client.

Pour lire le communiqué de presse, [cliquez ici](#).

Top 50 de l'entrepreneuriat à impact

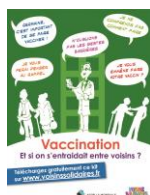


Parmi les 50 structures les plus impactantes de 2020, nombreuses sont soutenues par AG2R LA MONDIALE : Simplon.co, Réseau Éco habitat, Foncière Chênelet, Réseau Môm'artre, Siel bleu, Adie, fonds pour les soins palliatifs. Initié par Carenews, classement inédit et ambitieux, le Top 50 de l'entrepreneuriat à impact vise à valoriser,

récompenser et faire connaître les entrepreneurs et les structures qui œuvrent pour un demain meilleur et pérenne. Ce classement est piloté par des partenaires experts, HAATCH et l'Essec⁽³⁷⁾ pour la méthodologie notamment, et soutenu par BNP Paribas.

⁽³⁷⁾ École supérieure des sciences économiques et commerciales

Le kit vaccination de Voisins Solidaires



Pour faciliter la vaccination contre le covid-19 des personnes de plus de 75 ans, Voisins Solidaires, dont AG2R LA MONDIALE est partenaire, a créé un kit spécial. Son objectif : mobiliser les voisins afin de faciliter l'organisation de cette vaccination. Il existe quatre kits suivant la cible : particulier, bailleur social, mairie, département.

Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

Comment préserver sa santé lorsque l'on est aidant ?



AG2R LA MONDIALE a mis en ligne un quatrième épisode du podcast « À chaque instant ». Le thème : préserver sa santé lorsque l'on est aidant. Avec sincérité et générosité, Marie-Aubaine raconte comment elle est devenue aidante de sa mère il y a trois ans et la complexité de ce rôle. Un aidant sur cinq, en France, serait en situation d'épuisement.

Pour écouter le podcast, [cliquez ici](#).

La Nuit des idées



Le 28 janvier, dans le cadre de la Nuit des idées, Le Pacte civique et l'Université Toulouse Capitole ont proposé, en partenariat avec AG2R LA MONDIALE, un colloque sur le thème « Proches et créatifs par le don et les liens au cœur des territoires ». Tristan Hauck, Directeur des partenariats des Activités

sociales chez AG2R LA MONDIALE, faisait partie des intervenants aux côtés de Pascal Roggero, Professeur de sociologie à l'Université de Toulouse Capitole, Chercheur à l'IDETCOM⁽³⁸⁾, Georges Dhers, Responsable du collectif Pacte civique Haute-Garonne, Alain Caillé, Professeur émérite de sociologie, Fondateur de la *Revue du Mauss* et du mouvement des convivialistes, Jean-Baptiste de Foucauld, Fondateur de Solidarités nouvelles face au chômage et Cofondateur de Démocratie et Spiritualité et du collectif Pacte civique, Daniel le Guillou, Président d'Actyposes-Thiers et administrateur de l'association Territoires zéro chômeur de longue durée, et Jean-François Noubel, Chercheur en intelligence collective. Pour cette sixième édition en version numérique, la Nuit des idées a pour ambition de changer le monde en proposant d'en débattre dans plus de 60 pays.

⁽³⁸⁾ Institut du droit de l'espace, des territoires, de la culture et de la communication

Les Rendez-vous de l'Adie⁽³⁹⁾



Du 1^{er} au 5 février, plus de 300 événements sont organisés en France pour les Rendez-vous de l'Adie, qui propose d'accompagner les entrepreneurs d'aujourd'hui et de demain, avec l'objectif de lever les barrières à la création d'entreprise. Dans le cadre de son engagement sociétal, AG2R LA MONDIALE propose deux web-conférences : le 2 février, Wilfried Haon, Référent retraite, a répondu en 60 minutes à la question : « La retraite : quand et combien ? » et le 4 février, Yacine Bahri, Spécialiste retraite et patrimoines sociaux, proposera quant à lui, des solutions pour protéger ses revenus et sa famille quand on est travailleur indépendant.

⁽³⁹⁾ Association pour le droit à l'initiative économique

Je mange pour le futur



Du 1^{er} mars au 31 mai, une enquête entre fiction et réalité sera diffusée sur le réseau social Instagram, afin de rendre l'alimentation durable accessible et ludique aux 18-35 ans, en commençant par le changement de leurs comportements alimentaires. Ce programme narratif s'écrit autour du personnage de Sasha, jeune diplômée, qui a décidé de repenser le contenu de son assiette pour agir, à son échelle, pour la planète. Il a été élaboré par la Chaire ANCA⁽⁴⁰⁾ qui dépend d'AgroParisTech (l'institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement). Il bénéficie notamment du soutien d'AG2R LA MONDIALE.

⁽⁴⁰⁾ Aliments, Nutrition et Comportement Alimentaire

Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

ÉLECTIONS



Isabelle Hébert, membre du Comité de direction Groupe en charge de la stratégie, du digital, du marketing et de la relation client, a été élue Présidente de Parité Assurance, association de femmes dirigeantes dans le secteur de l'assurance, l'assistance et la santé. Elle succède à Marie-Sophie Houis, Associée chez PMP Conseil.



Marie-Anne François, orthophoniste, Présidente de la CARPIMKO⁽⁴¹⁾, a été élue Présidente de la CNAVPL⁽⁴²⁾. Elle succède à Monique Durand, pharmacienne.

⁽⁴¹⁾ Caisse de prévoyance et de retraite des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes et pédicures-podologues exerçant à titre libéral

⁽⁴²⁾ Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales

⁽⁴³⁾ Union régionale de la Confédération française des travailleurs chrétiens

⁽⁴⁴⁾ Mouvement des entreprises de France

⁽⁴⁵⁾ Comité social territorial retraite

⁽⁴⁶⁾ Force ouvrière

⁽⁴⁷⁾ Association partenariale pour l'emploi des personnes handicapées de la Guyane

⁽⁴⁸⁾ Association pour adultes et jeunes handicapés

⁽⁴⁹⁾ Centre communal d'action sociale

⁽⁵⁰⁾ Centrale démocratique des travailleurs de Guyane : organisation syndicale guyanaise associée à la CFDT

⁽⁵¹⁾ Caisse Guadeloupéenne de Retraite par Répartition



Dans le cadre de l'alternance paritaire, **Patrick Christophe** (UR CFTC⁽⁴³⁾) et **Patrick Clop** (Medef⁽⁴⁴⁾) ont été élus à l'unanimité Président et Vice-président du CSTR⁽⁴⁵⁾ Guyane. Ils succèdent à Roger Parfait (CPME) et à Ghislaine Labrador-Alexandre (FO⁽⁴⁶⁾) qui restent membres du CSTR Guyane. Celui-ci a été créé en 2017. Durant les

trois années de mandature, le CSTR a soutenu financièrement plusieurs projets rentrant dans le périmètre des orientations prioritaires (agir pour bien vieillir ; soutenir et accompagner les proches aidants ; accompagner l'avancée en âge en perte d'autonomie, chez soi, via des services et des structures ; soutenir le retour à l'emploi des actifs les plus fragiles) pour un montant total de : 246 058 €. Quelques exemples d'actions : en 2019, pour APEHG⁽⁴⁷⁾, le financement de véhicules permettant de faciliter le déplacement des personnes en situation de handicap (40 000 €) ; en 2020, dans le cadre de la crise covid (procédure d'urgence), pour Utopreneurs/APAJH⁽⁴⁸⁾, la confection et la livraison de repas solidaires (50 000 €) et pour le CCAS⁽⁴⁹⁾ Mana/Macouria et Matoury, la distribution de colis alimentaires au bénéfice de certains allocataires et autre public en situation de fragilité (12 000 €).

(En photo : de gauche à droite, Fabrice Rodney, Représentant CFTG⁽⁵⁰⁾ et membre du CSTR, Patrick Clop, Ghislaine Labrador-Alexandre, Roger Parfait, Lionel Mougali, Directeur du Centre de Gestion Guyane et Directeur général de la CGRR⁽⁵¹⁾, Patrick Christophe)

CYCLISME

Rendez-vous presse de l'équipe AG2R CITROËN TEAM



⁽⁵²⁾ Agence France Presse

Le 29 janvier, pour la première fois ont été réunis physiquement Vincent Cobée, Directeur général de CITROËN, André Renaudin et Vincent Lavenue, Directeur général de l'équipe cycliste AG2R CITROËN TEAM. Quatre journalistes de *L'Équipe*, *Le Figaro*, l'AFP⁽⁵²⁾ et *Ouest France* étaient présents

pour ce rendez-vous presse. Parmi les annonces : le souhait de remporter une course « Monument » (Milan-San Remo, Tour des Flandres, Paris-Roubaix, Liège-Bastogne-Liège ou le Tour de Lombardie), les leaders sur les courses flamandaises (Greg Van Avermaet et Oliver Naesen), le leader sur le Tour de France (Bob Jungels), les objectifs de Benoît Cosnefroy actuellement blessé au genou (des victoires d'étapes sur le Tour de France) et enfin la création d'une filière de formation.

(En photo : de gauche à droite, Vincent Cobée, Vincent Lavenue et André Renaudin)

Victoire d'Aurélien Paret-Peintre sur le Grand Prix La Marseillaise



Le 30 janvier, Aurélien Paret-Peintre a remporté le Grand Prix La Marseillaise déjà décroché en 2018 par Alexandre Geniez et en 2020 par Benoît Cosnefroy, tous deux coureurs de l'équipe cycliste. *« C'est une course difficile que j'apprécie. Lorsque ça s'est regroupé dans le final, je n'y croyais pas trop. En me faufilant, j'ai*

réussi à m'imposer sur ce sprint très spécial. Je remporte ma première victoire professionnelle pour cette ouverture, je suis heureux. Après la victoire de Clément Venturini au Championnat de France de cyclo-cross, il était important de bien débiter sur la route. La dynamique est enclenchée pour AG2R CITROËN TEAM », a déclaré le jeune coureur de 24 ans.

Agenda

⁽⁵³⁾ Chambre de métiers
et de l'artisanat

5 février : Conseil d'administration de Global Compact France.

3 mars : Remise des Trophées « Madame Artisanat » à CMA⁽⁵³⁾ France.

4 mars : Journée mondiale contre l'obésité.

5 mars : Rencontre Culture branches sur la cinquième branche de la Sécurité sociale. 9h30/11h.

12 et 13 mars : Cyclo AG2R LA MONDIALE Paris-Nice (sous réserve des conditions sanitaires).

20 mars : Rassemblements Vivons Vélo partout en France (sous réserve des conditions sanitaires).

8 avril : Petit-déjeuner Culture branches. 8h30/10h.

8 et 9 avril : Cyclo AG2R LA MONDIALE Paris-Roubaix (sous réserve des conditions sanitaires).

10 avril : Rassemblements Vivons Vélo partout en France (sous réserve des conditions sanitaires).

10 et 11 avril : Programme VIP « Au cœur de Paris-Roubaix » (sous réserve des conditions sanitaires).

8 mai : Rassemblements Vivons Vélo partout en France (sous réserve des conditions sanitaires).

⁽⁵⁴⁾ Salon international
de la restauration, de
l'hôtellerie et de l'alimentation

29 mai-2 juin : Sirha⁽⁵⁴⁾ à l'Eurexpo de Lyon.

31 mai : Les Entretiens Alzheimer organisés avec la Fondation Recherche Alzheimer à Bordeaux.

7 au 11 juin : Villa@ge Bien-être connecté, événement organisé par AG2R LA MONDIALE.

12 juin : Rassemblements Vivons Vélo partout en France (sous réserve des conditions sanitaires).

22 juin : Petit-déjeuner Culture branches. 8h30/10h.

26 juin au 18 juillet : Tour de France (sous réserve des conditions sanitaires).

3 juillet : Rassemblements Vivons Vélo partout en France (sous réserve des conditions sanitaires).

25 septembre : Rassemblements Vivons Vélo partout en France (sous réserve des conditions sanitaires).

9 octobre : Rassemblements Vivons Vélo partout en France (sous réserve des conditions sanitaires).

Crédits photos : tous droits réservés/Getty Images/Clémence Gouy/Xavier Renault/Carenews